



**Rassemblement  
National**

**Jordan Bardella**

Tête de liste à l'élection européenne

William Viry-Allemoz  
Secrétaire général  
CFE-CGC Énergies  
59 rue du Rocher  
75018 Paris

Nanterre le 29 avril 2019

Monsieur le Secrétaire général,

Faisant suite à votre interpellation des candidats aux élections européennes de mai 2019, je vous adresse nos propositions concernant plus particulièrement le domaine de l'énergie.

Notre première ambition est de réduire la consommation d'énergie.

Pour cela, il faut rompre avec le modèle économique fondé sur la mondialisation sauvage des échanges, produire et retraiter au plus près des consommateurs pour réduire la consommation d'énergie relative au transport mondial des marchandises et protéger l'environnement.

Il convient également de privilégier l'efficacité énergétique. Afin de lutter contre la précarité énergétique et agir directement sur le pouvoir d'achat des Français, faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire, parce que l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas. Mais aussi investir massivement dans la rénovation des réseaux de transports d'énergie, afin de réduire les charges liées à la consommation d'énergie, mais aussi de pousser au développement de nouvelles infrastructures pérennes et respectueuses de l'environnement.

La question se pose également des choix énergétiques.

78, rue des Suisses  
92000 Nanterre

[www.rassemblementnational.fr](http://www.rassemblementnational.fr)

01 41 20 20 00



Tout d'abord, il faut rendre aux États membres leur souveraineté en matière énergétique en mettant fin au principe d'Union de l'énergie. En 2025, la France perdra ainsi son droit à fixer des tarifs réglementés et le prix de l'électricité dépendra plus des marchés financiers que des décisions politiques nationales. Il faut préserver les marchés nationaux de l'énergie, pour une évidente raison de souveraineté, mais aussi pour garantir des prix raisonnables aux consommateurs.

Il est nécessaire également de permettre à chaque État d'être souverain en matière de définition de son mix énergétique, via la fixation de ses propres taux d'énergie décarbonée et d'énergie renouvelable.

Il faut arrêter enfin l'hypocrisie opposant énergie décarbonée, notamment nucléaire, et énergie renouvelable, et les intégrer dans une même logique. En France, nous pourrions arriver au paradoxe où le remplacement du nucléaire par des énergies intermittentes rendrait nécessaire la mise en place de moyens de production fossiles supplémentaires pour pallier aux intermittences et donc à la hausse des émissions de CO<sub>2</sub>. Par ailleurs, les conséquences sur notre balance commerciale de la mise en place massive d'énergies renouvelables ne sont pas neutres. 1 Mégawattheure produit à base de nucléaire entraîne 1 à 2 euros d'importations, 1 MWh d'éolien ou de solaire en entraîne 20 à 30. Les conséquences sur les prix à destination des ménages sont également catastrophiques.

Pour maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française, il convient d'engager le Grand Carénage, et garder le contrôle de l'État sur EDF, en lui redonnant une véritable mission de service public.

Nous devons également développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois...) grâce à un protectionnisme intelligent, au patriotisme économique, à l'investissement public et privé et aux commandes d'EDF. Décréter un moratoire immédiat sur l'éolien est également indispensable au regard de leurs nuisances.

En revanche, soutenir une filière française de l'hydrogène, véritable énergie de l'avenir, par un appui de l'État en matière de recherche et développement, afin de réduire notre dépendance au pétrole est essentiel.

Tout cela s'inscrit dans notre vision de ce que devrait être l'Europe: l'Europe des coopérations.

Pour cela, il faut remplacer la politique de contrainte et de contrôle de la Commission européenne par une libre coopération des Nations souveraines en matière énergétique. Également, faciliter les coopérations techniques et scientifiques, notamment dans les domaines du développement de la filière hydrogène ou des bioénergies.

Cela passe aussi par le fait de favoriser le renouveau de banques régionales de proximité, notamment sur base mutualiste et aide au développement de toutes les formes de financement de proximité par des plates- formes dédiées. Cela permettra aux Nations qui le souhaitent de développer l'accès à des financements collaboratifs pour tout projet à impact écologique assuré, notamment dans les domaines de l'énergie et des productions locales.

Pour finir, il est indispensable de réaffirmer l'autonomie stratégique des Nations européennes sur le continent européen. Personne ne doit décider pour nous des relations que les sociétés européennes ont à nouer avec les entreprises de pays tiers. Les États-membres pourront instruire dans le cadre de l'Alliance, les conditions de leur participation aux projets transcontinentaux de gazoducs ou de pipe-line, à l'exemple du projet Nord Stream 2 et décider souverainement des origines et de la diversité de leur fourniture extérieure d'énergie.

Vous l'aurez compris, cette vision est entièrement cohérente, elle est à la fois bénéfique pour la planète, mais aussi pour nos industries et pour les consommateurs. Une logique à rebours de l'ultra-libéralisme mondialisé mis en avant en permanence par l'Union européenne. C'est ce modèle, cette cohérence, que défendent le Rassemblement National et ses candidats, une vision d'avenir, un changement indispensable et urgent.

Je vous prie de croire, Monsieur le secrétaire général, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Jordan Bardella